

## **VOEU RELATIF A LA SITUATION DE CRISE SOCIALE**

### **PRESENTE PAR MAX ROUSTAN PRESIDENT D'ALES AGGLOMERATION**

Elus d'Alès Agglomération, nous connaissons depuis longtemps les difficultés que rencontrent nombre de nos concitoyens dans leur vie quotidienne. Ces problématiques sont au cœur des choix politiques que nous avons faits sur ce territoire depuis de nombreuses années.

Le Projet de Territoire d'Alès Agglomération, adopté à l'unanimité par les élus des 73 communes siégeant au conseil de communauté, fait du développement économique son axe central, un développement économique harmonieux garantissant une qualité de vie à ses habitants afin qu'ils puissent vivre dignement des fruits de leur travail et jouissent d'une perspective de progrès.

A ce titre, les élus d'Alès Agglomération comprennent le mouvement qui se dessine en France depuis quelques semaines, un mouvement qui prend avant tout ses racines dans le déclassement d'une partie de nos concitoyens qui ne peuvent aujourd'hui ni boucler leurs fins de mois ni encore moins transmettre à leurs enfants la perspective d'une vie meilleure.

Cette souffrance et cette colère sont d'autant plus sensibles dans notre bassin industriel, dont l'histoire est jalonnée des efforts de ses femmes et de ses hommes pour surmonter chaque crise et chaque mutation.

Force est de constater que, depuis des années, nos territoires intermédiaires ont été oubliés, parfois méprisés, par nos gouvernants, qui ont préféré concentrer les services, les formations, les pouvoirs et même les richesses sur les métropoles en y concentrant tous les moyens.

C'est notamment dans ces choix que ce mouvement prend racine.

Les élus d'Alès Agglomération demandent solennellement à Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République, de prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour répondre à ces colères.

Ils lui demandent également de rendre aux collectivités territoriales toute leur autonomie, ainsi que les moyens financiers qui leur ont été confisqués ces dernières années. C'est une condition indispensable pour nous permettre d'accompagner les mesures annoncées, au plus près du terrain et ainsi d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens dans le cadre de la concertation proposée.

Aujourd'hui, la souffrance de nos concitoyens ajoute à la souffrance de notre territoire. En raison de ce conflit, des dizaines d'entreprises sont en grave difficulté. Certaines sont au bord du dépôt de bilan. En quelques jours, plus de 2600 salariés de l'agglomération sont au chômage technique, qui concerne le plus souvent des femmes et des hommes dans une situation précaire.

Il est donc grand temps que le Chef de l'Etat réagisse. Qu'il considère enfin que la force de la France réside dans ses territoires, dans ses habitants qui bâtissent jour après jour la richesse collective de notre pays, et qu'ils soient reconnus comme tels.

Il est grand temps qu'il écoute et fasse enfin confiance aux collectivités locales, communes, communautés d'agglomération, qui sont au plus proche des préoccupations des habitants pour décider et agir, librement et sans les étrangler financièrement.

Il est grand temps qu'il comprenne que le travail, valeur essentielle de la citoyenneté, doit être rémunéré à sa juste valeur.

Il est également grand temps que cessent les violences inacceptables qui émaillent la vie de notre Nation depuis plusieurs semaines, ainsi que les blocages de l'appareil économique du territoire.

Dans ces circonstances exceptionnelles, et afin que nous puissions sortir par le haut de cette crise qui pèse lourdement sur la vie de nos concitoyens et qui a des conséquences graves sur la vie économique, dont certaines pourraient bien être irrémédiables, le Conseil de Communauté d'Alès Agglomération émet le vœu que :

- l'Etat prenne la mesure des souffrances, des attentes et des espoirs contenus dans le mouvement des "Gilets Jaunes",
- l'Etat prenne les mesures sociales et économiques permettant à nos concitoyens de vivre dignement de leur travail : annulation de la hausse des carburants, baisse de la CSG, grande réforme fiscale, imposition des grandes entreprises (GAFA)...
- l'Etat donne aux collectivités locales, communes et communautés d'agglomération, les moyens d'agir librement pour répondre aux attentes de leurs habitants, en matière de services publics, de développement économique, social, environnemental et culturel,
- l'Etat affirme son soutien à nos entreprises en mettant en œuvre immédiatement les moyens de dépasser la crise actuelle et de sauvegarder l'emploi.

Alès le 13 décembre 2018